

Le Midi Rouge

N°5, Juin 2005

Directeur de Publication :
Nicolas MARTY
Rédacteur en Chef :
Patrick VAZEILLES

Commission paritaire :
En cours d'attribution

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION :	p.02
BIOGRAPHIES :	
Maurice Verdier (par Hélène Chaubin).....	p.03
René Chauvet (par André Balent).....	p.04
Jean Azéma (par Olivier Dedieu).....	p.07
FICHE DE LECTURE :	
<i>Le parti socialiste dans l'Aude</i> (Olivier Dedieu).....	p.08
NOTES DE RECHERCHE:	
<i>La naissance difficile d'un mouvement antimilitariste dans les Pyrénées-Orientales avant 1914</i> (Miquèl Ruquet).....	p.09
<i>Militantisme de gauche en métropole pendant la guerre d'Algérie : réflexions sur la méthode</i> (Hélène Chaubin).....	p.12
<i>Anciens combattants et mouvement ouvrier</i> (Olivier Dedieu).....	p.15
ARCHIVES :	
<i>Fonds Chaminade (Archives municipales de Nîmes)</i> (Patrick Vazeilles).....	p.16

PRESENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. Cet ouvrage, appelé communément « le Maitron », recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Pennetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier jusqu'en 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>). Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement du mouvement ouvrier. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant leurs biographies. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Olivier DEDIEU

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon
CEPEL, Faculté de Droit
39, rue de l'Université, 34 060 Montpellier Cedex
olivier.dedieu@univ-montp1.fr
0664885735

Pour tout règlement, contactez directement le trésorier :
André Balent
29, rue du Vélodrome, 66 000 Perpignan
BIOGRAPHIES

VERDIER Maurice, Jean.

Né le 25 juillet 1924 à Montpellier (Hérault) ; journaliste ; dirigeant communiste de l'Hérault ; membre du comité central du PCF(1979-1990) ; secrétaire fédéral de l'Hérault(1966-1987).

Maurice Verdier séjourna en Afrique où son père était fonctionnaire colonial à partir de l'âge de 4 ans, d'abord au Mali, puis en Guinée et au Sénégal où il fit ses études secondaires au lycée de Saint Louis. C'est à Dakar qu'il obtint le « brevet d'aptitude coloniale » (équivalent du baccalauréat). Il revint alors à Montpellier pour y poursuivre des études de droit de 1945 à 1949 avec une bourse de l'AOF. En 1948, lors de vacances à Dakar, il adhéra au RDA (Rassemblement démocratique africain). A Montpellier, il obtint une licence en droit et un diplôme d'études politiques. Antoine Verdier, le père de Maurice Verdier, était membre de la section SFIO de Saint Louis du Sénégal. Ancien combattant de la Première Guerre mondiale, il avait refusé, par antimilitarisme, de recevoir la croix de guerre. Le frère cadet de Maurice Verdier, né en 1933, membre du Parti communiste, devint cheminot à Béziers où il fut délégué CGT du personnel du dépôt de la gare entre 1958 et 1988. Le militantisme de Maurice Verdier au Parti communiste lui fut inspiré essentiellement par ses convictions anticapitalistes et anticolonialistes qui eurent elles-mêmes deux origines : son expérience vécue au Sénégal, puis ses contacts à l'université de Montpellier où il côtoya des étudiants communistes antillais au foyer des étudiants d'outre-mer. Il adhéra au Parti communiste en 1947 et à la CGT en 1950. C'est Paul Balmigère (*voir ce nom*) qui lui offrit l'opportunité de devenir journaliste en 1950 : d'abord dans la rédaction de *La Voix de la Patrie* à Montpellier, puis comme chef d'agence de *La Marseillaise* à Béziers de 1953 à 1987. En 1953 il fut à l'origine d'une campagne régionale contre la guerre en Indochine.

Il devint membre du comité fédéral de l'Hérault en 1959 et du secrétariat fédéral en 1962. Elu premier secrétaire fédéral de 1966 à 1987, il partagea avec ses homologues des départements les plus proches de l'Espagne la responsabilité du soutien logistique que le PCF accordait à la branche clandestine du Parti communiste espagnol ; il recevait à Béziers Santiago Carrillo quand se produisirent les événements de mai 1968. Il fut membre du comité central du PCF de 1979 à 1990. Maurice Verdier était essentiellement intéressé par les activités internes de son parti qu'il accepta cependant de représenter à plusieurs reprises dans les compétitions électorales à partir de 1967, c'est-à-dire après le retrait de Joseph Lazare (*voir ce nom*) : aux municipales à Béziers en 1967 et 1971 et aux cantonales de 1970 (avec un résultat fort honorable : 30,7% des votants au 2^o tour). Aux législatives en 1967 et 1968, dans la circonscription de Béziers-St Pons, les chances des communistes étaient réduites face au candidat socialiste Raoul Bayou, qui fut constamment réélu de 1958 à 1981 : en 1967, il n'y eut qu'un tour, et Maurice Verdier avec 17,1% des inscrits et 22,5% des suffrages exprimés arriva en deuxième position derrière Raoul Bayou . En 1968, il ne participa qu'au premier tour, mais avec 16,3% des inscrits, il dépassa la moyenne nationale du Parti communiste qui n'obtenait que 15,7%. Il représenta Jacques Duclos dans le département de l'Hérault lors des Présidentielles de 1969.

Pendant les années 1970, Maurice Verdier, approuvé par les dirigeants communistes, joua un rôle déterminant dans l'évolution de son parti sur la question occitane. Avec ses amis Robert Lafont, Emmanuel Maffre-Baugé et Jean-Pierre Chabrol, il contribua en 1974 à animer le mouvement « Volèm viure al país » et fut l'un des rédacteurs du manifeste « Mon país escorjat », paru le 27 octobre 1978.

En 1987, il devint secrétaire régional, chargé de coordonner les 5 fédérations de la Région Languedoc-Roussillon. Il milita aussi à l'ACCA (Association des combattants de la cause anticoloniale) dont le siège est à Malakoff, dès la création de l'association en 1986.

SOURCES : *La Marseillaise du Languedoc* et *Le Travailleur du Languedoc*, 1953-1987.- *Cahiers du communisme*, janvier à novembre 1992 et mars à octobre 1993.- *Histoire de Béziers*, dir. Jean Sagnes, Privat, 1968, p.286.- Robert Lafont, *La revendication occitane*, Flammarion, 1974.- Manifeste « Mon pays escorjat », 1978, au CIRDOC (Centre inter-régional de développement de l'occitan).- Claude Delpla, in *Histoire d'Occitanie*, dir. André Armengaud et Robert Lafont, Hachette, 1979.- Entretiens avec Maurice Verdier les 24 août et 15 septembre 1998, et le 4 mars 1999 à Béziers.- Archives privées de Maurice Verdier.
- Manifeste ACCA, août 1998.

ICONOGRAPHIE : Base iconographique du DBMOF, scan 562, 563.

Hélène CHAUBIN

*

CHAUVET René

Né et mort à Perpignan (Pyrénées-Orientales), 17 janvier 1900 - 24 novembre 1984 ; professeur d'espagnol ; militant socialiste S.F.I.O., puis du P.S.A. et du P.S.U ; secrétaire fédéral du P.S.U., maire de Nahuja (Pyrénées-Orientales) de 1968 à 1983.

René Chauvet était le fils aîné d'Horace Chauvet et de Jeanne Adouy. Son père (1873-1962), était issu par son père d'une famille de Laroque-des-Albères (Pyrénées-Orientales) très engagée à la gauche et à l'extrême gauche. Il fut journaliste à *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales*, homme politique modéré, polygraphe éclectique, intéressé aussi bien par l'histoire catalane que par l'ethnographie et qui a laissé une œuvre abondante. Son arrière grand-père, Jean Chaubet (sic) (1815-1871), maire démocrate-socialiste de Laroque-des-Albères sous la Seconde république, fut proscrit à la suite du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Sa mère était la fille d'un charcutier perpignanais, radical et franc-maçon. Son frère cadet, Louis (Perpignan, 1906-Paris, 1981) fut journaliste au *Figaro*.

Il épousa Jeanne Alté (Perpignan, 1902-1998), issue d'une famille d'Osséja (Pyrénées-Orientales) ayant également des attaches avec le village voisin de Nahuja que René Chaubet fréquenta assidûment. Le couple eut deux filles : Jacqueline, épouse Blanc, née en 1927 et Annie, épouse Larquier, née en 1928.

Pour sa part, René Chauvet fut professeur d'espagnol au collège puis au lycée de garçons (baptisé « François-Arago » au début des années 1950). Il n'exerçait pas à Perpignan avant la Deuxième Guerre mondiale. Nous ignorons où il fit ses études universitaires et quelles furent les étapes de sa carrière professionnelle. Il ne prit sa retraite qu'en 1965. Il adhérait à la F.E.N. et au S.N.E.S., comme ses collègues amis de la gauche non communiste (cf. Biscaye Marcel). Au début des années 1960, il demeurait à Perpignan, boulevard Jean Bourrat.

Ses engagements politiques furent davantage en conformité avec ceux de son arrière grand-père et de ses oncles et cousins (Joseph et Pierre Chaubet : voir notices in *Maitron*, XI,

1973, p. 184) qu'avec ceux de son père. Il fut longtemps un adhérent de base de la S.F.I.O. Ce fut au moment de la guerre d'Algérie que son engagement prit un relief plus particulier. En désaccord avec Guy Mollet, il fit partie des militants catalans de la S.F.I.O. qui fondèrent localement le P.S.A. Il semble avoir été le secrétaire fédéral du P.S.A. des Pyrénées-Orientales, au moins à la veille du congrès constitutif du P.S.U. , en avril 1960. À cette date, il reçut à ce titre une lettre de François Marty (*voir notice in Maitron, XXXVI, 1990, pp. 22-23*), militant du P.C.F. et secrétaire départemental du Mouvement de la Paix : ce dernier lui signalait une lettre d'André Hérault, secrétaire départemental de l'U.G.S. Le premier congrès fédéral du P.S.U. des Pyrénées-Orientales eut lieu le 20 novembre 1960 au foyer « Léo Lagrange » de Perpignan. À cette date, René Chauvet était flanqué d'un « secrétaire administratif », Robert Jésus-Prêt (*Voir Maitron, XXXII, pp. 209-211*).

René Chaubet fut secrétaire fédéral du P.S.U. des Pyrénées-Orientales. Il le demeura jusqu'en septembre 1964 où il démissionna en même temps que le secrétaire fédéral adjoint, François Beffara ; le trésorier fédéral, membre du Comité Politique National, Noël Alteza ; le secrétaire de la section d'Elne, Aimé Just ; le secrétaire de la section du Soler, Germain Arribaud ; le secrétaire de la section d'Ille-sur-Têt, Jean Avino ; du maire de Bouleternère, membre de la Commission Exécutive Fédérale, Jules Gaspard.

En tant que secrétaire fédéral, René Chauvet dut agir et prendre position pendant les heures tragiques de la fin de la guerre d'Algérie. À ce titre, il fut, ainsi qu'en témoignent les archives du P.S.U. déposées aux Archives départementales des Pyrénées-Orientales, en contact avec les autres responsables des forces favorables à la cessation des hostilités et à l'indépendance de l'Algérie (P.C.F., Mouvement de la Paix, Union progressiste (*Voir : Lloansi Cyprien*), Ligue des Droits de l'Homme). Les contacts noués avec ces organisations, et plus particulièrement le P.C.F., s'intensifièrent en novembre 1961 au moment des attentats de l'O.A.S. à Perpignan. Les adhésions au P.S.U. progressèrent du fait de l'engagement résolu du parti contre la guerre d'Algérie. Un rapport anonyme et non daté (dont l'auteur pourrait être René Chauvet) traitant de la vie de la fédération des Pyrénées-Orientales indiquait que, entre janvier et avril 1962, on avait enregistré de nombreuses adhésions, notamment dans les lycées et les facultés, parmi les étudiants. Le nombre de cartes prises, René Chauvet étant secrétaire fédéral passa de 85 (dont 55 à Perpignan) en 1961 à 115 (dont 64 à Perpignan) en 1962. Mais la situation du parti était localement fragile. En 1962, un vote de la section de Perpignan du P.S.U. avant le 2^e congrès du parti (Alfortville, 25-27 janvier 1963) indiquait que, sur 23 votants, 5 votèrent blanc ou nul, 12 pour la motion D menée par Guy Desson, 5 pour le texte E, « socialiste révolutionnaire » et 1 pour le texte B d'Édouard Depreux, Gilles Martinet et Michel Rocard. On remarquera la faveur dont bénéficia le texte D axé sur une défense prioritaire de la laïcité. Cette orientation était préconisée localement surtout par de nombreux anciens du P.S.A. dont René Chauvet et, en premier lieu par Noël Alteza, trésorier fédéral. Ce dernier s'attira cependant de solides inimitiés, y compris de la part de certains militants parmi lesquels René Chauvet, avec qui il avait des affinités politiques. C'est ce qu'évoqua Jean Ribalta dans une lettre qu'il adressa (24 avril 1964) à Antoinette Claux, ancienne adhérente de l'U.G.S et future secrétaire fédérale du P.S.U. où il annonçait qu'il démissionnait de ses responsabilités au niveau de la section de Perpignan : lui-même et René Chauvet avaient été pris à partie par Noël Alteza, « censeur possédant seul la vérité » et répandant la « suspicion » sur d'autres militants.

La crise locale du P.S.U. s'accroissant, la majorité des anciens adhérents du P.S.A. démissionnèrent en bloc en septembre 1964, prétextant l'attitude du P.S.U. du Territoire de Belfort lors de l'élection municipale dans le chef-lieu de ce département. En quittant le P.S.U.,

ils laissaient, dans les Pyrénées-Orientales, le parti exsangue avec, désormais, et jusqu'en 1968, une majorité d'anciens adhérents de l'U.G.S.

René Chauvet participa, lorsqu'il adhéra au P.S.A puis au P.S.U., à plusieurs combats électoraux.

Il fut candidat aux élections municipales de Perpignan des 8 et 15 mars 1959. Au premier tour, il figurait sur la liste d'Union des forces démocratiques rassemblant localement le P.S.A., l'U.G.S., l'Union progressistes, les radicaux mendésistes et la Ligue des Droits de l'Homme. Avec 1001 suffrages, il arriva en deuxième position parmi les candidats de cette liste. Au deuxième tour, il était candidat sur la liste de l'« Union des gauches » – dont la tête de liste était le maire sortant Félix Depardon, pourtant distancé au premier tour par le P.C.F. – issue de la fusion des listes du P.C.F conduite par Raoul Vignettes, de la S.F.I.O. et d'Union des forces démocratiques. Il arriva, avec 11596 voix, en 5^e position parmi ses colistiers. Cette liste fut battue par celle d'« Union démocratique et de rénovation municipale » conduite par Paul Alduy, ex S.F.I.O., qui recueillit 14500 voix en moyenne contre 11600 à celle d'Union des gauches, car, entre les deux tours s'était constituée une liste d'« Union républicaine et d'administration municipale » conduite par le sénateur-maire de Thuir Léon-Jean Grégory (5107 voix), ex S.F.I.O. qui fit diversion.

René Chauvet fut candidat dans le canton de Mont-Louis lors du renouvellement de la moitié des conseils généraux des 4 et 11 juin 1961 (inscrits, 2038, votants 1267 au premier tour). Face à lui, le sortant S.F.I.O. Charles Bourrat (*voir ce nom*), le maire de Fontpédrouse, candidat du P.C.F., François Rouquet et Vincent Chicheil, candidat de l'U.N.R. Au premier tour, René Chauvet obtint 77 voix contre 338 à Bourrat, 343 à Chicheil et 491 à Rouquet.. Il se désista au second tour en faveur du candidat du P.C.F. qui fut battu par Chicheil par 622 voix contre 606, car, entre temps, avait surgi la candidature de « Défense paysanne » de Sébastien Soubielle ancien maire de Fontrabieuse, précédemment adhérent de la S.F.I.O., du P.S.O.P. puis du P.C.F. et figure de la résistance (M.U.R) dans le canton de Mont-Louis qui recueillit 235 suffrages. À l'occasion de sa campagne, René Chauvet qui s'adressa par une lettre ronéotée à tous les maires et conseillers municipaux du canton insista sur le fait que « la vocation du Capcir est forestière » et que, en conséquence « il faut équiper . scolairement la région en ce sens ».

Il fut encore candidat du P.S.U. dans le canton de Perpignan-Est lors du renouvellement de la moitié des conseils généraux des 8 et 15 mars 1964 (inscrits : 49509, suffrages exprimés au premier tour, 16693). Il obtint 470 voix contre 555 à Henri Quint de la S.F.I.O., 4649 à Joseph Albert, secrétaire fédéral du P.C.F., et 9608 à Paul Alduy, ex S.F.I.O., député-maire de Perpignan, candidat d'« Entente démocratique ».

Après sa démission du P.S.U., René Chauvet demeura proche de la gauche non communiste, en particulier de la F.G.D.S. Il fut candidat à Perpignan aux élections municipales du 14 mars 1965 sur la liste d'« Union de la gauche » conduite par Cyprien Lloansi (*Voir ce nom*), ancien de l'Union progressiste (tête de liste) et par Joseph Albert (*Voir ce nom*), secrétaire fédéral du P.C.F. : au premier tour, le maire sortant (ex S.F.I.O.) l'emporta avec 19017 voix contre 9927 à la liste d'« Union des gauches » et 2764 à la liste de Guy Marot (divers droite)

Après son départ à la retraite, il fut élu à l'occasion d'une élection partielle (janvier 1968) conseiller municipal de Nahuja (Pyrénées-Orientales), petit village de Cerdagne où son épouse avait des attaches familiales. Il fut élu peu après maire de Nahuja à la place de Gaston Mirouse, maire sortant (1965-1968) démissionnaire. Il fut réélu en 1971 et en 1977. Il ne se

représenta pas au scrutin de mars 1983. René Chauvet fut ainsi amené à effectuer de nombreux séjours en Cerdagne (il possédait aussi une maison à Bourg-Madame).

SOURCES : – A.C. Laroque-des-Albères, état civil. – A.C. Nahuja, registre des délibérations du conseil municipal. – A.C. Perpignan, état civil. – A.D.P.O., 100 J 7, 100 J 8, fonds de la Fédération des Pyrénées-Orientales du P.S.U. (don Antoinette Claux). – *L'Indépendant* (Perpignan). – Témoignage écrit de son petit-fils, Philippe Blanc, d'après les archives familiales, Bourg-Madame, 20 avril 2005.

André BALENT

*

AZÉMA Jean, Louis

Né et mort à Montpellier (Hérault), le 25 avril 1910 - 15 janvier 2000. Avocat, conseiller général du canton des Matelles (Hérault), divers-gauche.

Jean, Louis Azéma est né le 25 avril 1910 à Montpellier. Il est très tôt immergé dans la politique locale, sous l'égide de son oncle, Louis Nègre, président républicain-socialiste du conseil général, conseiller général des Matelles et ancien sénateur de l'Hérault. Membre d'une famille protestante aisée, détentrice d'une propriété à Saint-Bauzille-de-Montmel, il bénéficie d'un important patrimoine politique dans un canton où la concurrence politique est faible (Louis Nègre sera conseiller général pendant 40 ans).

À l'issue de son baccalauréat obtenu en 1928, il s'inscrit à la Faculté de Droit et décroche sa licence trois ans plus tard, puis une thèse en 1934. Avocat stagiaire depuis 1931, il intègre le prospère cabinet de son oncle, ancien bâtonnier. Reçu comme avocat en 1935, il assure le secrétariat d'un cabinet, qui, grâce à son travail pour l'administration préfectorale et l'influence politique de son titulaire, voit défiler nombre d'élus locaux du canton et du département. Durant la guerre, il succède à son oncle à la tête du cabinet et reste en dehors de toute activité politique.

En 1945, il ne tente pas de reconquérir le canton de son oncle, ce dernier étant détenu par l'instituteur Louis Fontaine, membre du CDL et proche de la SFIO. Néanmoins, en Juillet 1947, Louis Fontaine décède. Opposé à Raoul Meller (SFIO) et à Jean Aussel (MRP), Jean Azéma se présente et l'emporte au second tour en bénéficiant des voix du démocrate-chrétien. À cette date, Jean Azéma s'affiche républicain indépendant. Très vite, il obtient un monopole de représentation de la gauche non communiste, SFIO et radicaux-socialistes le soutenant.

Cette position, outre la tradition républicaine modérée de ce canton de garrigues et la notoriété de sa famille, Jean Azéma l'a doit à ses attributs notabiliaires. Il est ainsi l'avocat de l'administration préfectorale, de la fédération de chasse du département, du conseil général ensuite avant de finir bâtonnier du barreau de Montpellier. Il tente aussi de redéployer le "fer de lance" du radicalisme rural d'avant-guerre, la société départementale d'encouragement à l'agriculture (que son oncle a longtemps présidée), mais sans atteindre d'audience significative. Au sein du conseil général, tout en restant non affilié à une structure partisane, il soutient la majorité socialiste, sans s'attirer pour autant l'hostilité des radicaux. Cette situation politique lui permet d'intégrer en 1949 la commission départementale, celle de l'agriculture puis d'obtenir la vice-présidence du conseil général. Etiqueté divers gauche en 55, apparenté

à la SFIO en 1961 puis à la FGDS par la suite, il n'aura pas de concurrence notable avant 1973.

Élu absentéiste, sans autre mandat local, Jean Azéma bénéficie du soutien des notables socialistes et radicaux du département. Pour autant, en 1973, ces derniers ne peuvent empêcher la candidature dissidente de Gérard Saumade, membre de la CIR et maire de Saint-Mathieu-de-Trévières. Ce dernier, divers gauche, présenté comme son successeur, décide en effet de se présenter, arguant du fait qu'Azéma lui avait promis de se retirer. Face à ce jeune élu, Jean Azéma est battu et se retirera désormais de toute activité politique.

Sources : - F/1cII/277. F/1cII/305. F/1cII/310. F/1cII/703. - ADH 1068 w 108, 1506 W 234.
Délibérations du conseil général de l'Hérault, 1945-1973.
Entretien avec l'auteur.

Olivier DEDIEU

*

LECTURES CHOISIES

Jean LENOBLE, *Le parti socialiste dans l'Aude. De la libération à la fin du XX^e siècle Tome 1 : De la libération à la fin de la quatrième république*, Villelongue d'Aude, Atelier du Gué, Fédération socialiste de l'Aude. 20 euros.

L'histoire du parti socialiste audois a enfin trouvé un historien... Paradoxalement, l'Aude restait *terra incognita* de l'historiographie socialiste pour la période considérée. Cette situation est d'autant plus étonnante que ce département connaît, depuis la Libération, une domination politique de la SFIO sans partage et que cette fédération se caractérise par une très forte implantation militante. On doit ici saluer l'initiative de l'auteur et de la fédération socialiste de l'Aude qui a financé la publication de ce travail dans un département qui, faute d'université locale, n'a pas, outre mesure, mobilisé les historiens hormis quelques biographies de lieu (Narbonne) ou de leaders (Ferroul).

L'ouvrage de Jean Lenoble retrace l'histoire de la fédération socialiste de la Libération à la fin de la quatrième république. Cette période se caractérise par le basculement d'un département qui était dominé par la figure tutélaire du radical Albert Sarraut au bénéfice de la SFIO qui détient, dès 1945, une majorité écrasante au sein du conseil général ainsi qu'une très forte implantation rurale. Alors que le socialisme était, originellement, principalement incarné par la citadelle narbonnaise, il se diffuse rapidement à l'ensemble du département, jugulant l'essor du parti communiste et la résurgence progressive du parti radical. Sous l'égide de ces dirigeants, notamment Georges Guille, Francis Vals, Lucien Milhau et Antoine Courrière, la SFIO est le premier parti du département, cette organisation politique se caractérisant à la fois par son implantation électorale et un tissu militant dense et relativement résistant au contexte politique de la quatrième république.

Ce travail est principalement axé sur les élections qui ont été particulièrement nombreuses durant cette période. L'auteur, qui a principalement dépouillé des archives électorales, dresse un panorama électoral qui est à la fois dense et clair, notamment par la profusion de cartes et de tableaux présents dans l'ouvrage. Il permet par ailleurs, grâce à un index nominal, de restituer les différentes trajectoires d'élus et de dirigeants. Ce parti pris est

la richesse de l'ouvrage, il est aussi sa limite. En effet, l'étude des débats au sein du parti, le positionnement de la SFIO sur les problèmes de société, d'économie, ou tout simplement de politique, sont évoqués de manière plus lapidaire, essentiellement par le biais de la presse du parti. Pour le coup, l'ouvrage permet moins de restituer ce que pouvait être le fonctionnement de cette fédération, la sociologie des engagements et des mobilisations partisans. Ce caractère « désincarné » reste à analyser dans une fédération singularisée à la fois par le poids de ces élus et son caractère militant. Pour conclure, la recherche de Jean Lenoble montre l'ascension de la SFIO dans ce département, sans toutefois toujours pouvoir l'analyser. Au-delà des causes évoquées ci-dessus, l'une des raisons en est le choix de la période. En effet, la réussite politique des socialistes est aussi à regarder dans la période du front populaire tout autant que dans celle de la résistance qui, comme dans d'autres départements, a vu les socialistes au premier rang des organisations de la résistance non communiste, ce qui explique nombre de trajectoires à la Libération (c'est le cas de Francis Vals par exemple). Jean Lenoble a lancé une démarche qui devrait se poursuivre, sur d'autres périodes et sur d'autres problématiques, chantiers que l'auteur commence déjà à prospecter et qui restent ouverts à de nouveaux historiens.

Olivier DEDIEU

*

RECHERCHE EN COURS

La naissance difficile d'un mouvement antimilitariste dans les Pyrénées-orientales avant 1914

À partir des années 1890, il y a une rupture dans l'opinion sur l'appréciation du rôle de l'armée. Les milieux intellectuels issus de la bourgeoisie refusent la vie militaire et dénoncent la « *dégradation morale provoquée par la caserne* »¹, avec le développement de l'alcoolisme et des maladies vénériennes. Il y a aussi un antimilitarisme humaniste, comme celui de Jaurès, qui rejette la guerre et veut rapprocher les peuples au nom d'un idéal de fraternité universelle. A partir de ces mêmes années, l'extrême gauche flétrit le patriotisme. Le mouvement ouvrier organisé, y compris les anarchistes, voit dans l'armée le bras armé de la bourgeoisie capitaliste, la « *briseuse* » de grève et aussi, l'instrument de l'impérialisme colonial qui peut, en exacerbant les tensions, provoquer une guerre en Europe. Pour la police, les anarchistes et les antimilitaristes représentent un danger réel au début du XX^e siècle et ils sont étroitement surveillés. Le pouvoir n'a pas répondu à la haine de l'armée par une discipline plus humaine et en supprimant son rôle face aux grévistes. Il ne restait plus qu'à contrôler et à réprimer : c'est le sens de l'inscription au Carnet B.

A Perpignan, comme dans le reste du pays, la période du militantisme antimilitariste le plus actif correspond aux années 1907-1909, mais il y a des prémisses à la fin du XIX^e siècle. Le premier rapport de la police recense 63 noms dans une liste d'« *anarchistes* » dès 1894². Mais sont-ils tous anarchistes ? Escudier Boniface y est noté, comme anarchiste et habitant Perpignan, alors qu'il est guesdiste et habite Canohès. Sibade Honoré, propriétaire à Saint-Génis est aussi socialiste et maire de Thézan dans l'Aude ! Cette liste est intéressante

¹ BECKER, Jean-Jacques, *Le Carnet B. Les pouvoirs publics et l'antimilitarisme avant la guerre de 1914*, Paris, éditions Klincksieck, 1973, p.14.

² Archives Départementales des Pyrénées-Orientales IM 770 : état des anarchistes du département des P.O. en 1894.

puisque'on y trouve, déjà, quatre des six militants notés dans le Carnet B en 1914, à savoir Adolphe Andrillo, Honoré Dager, André Deloncle et Boniface Escudier³. Aucun révolutionnaire des Pyrénées-Orientales n'apparaît sur la liste des 207 noms établie par la Sûreté Générale fin 1911 ou début 1912. « *Il est possible d'admettre que les inscrits de ces Carnets étaient considérés comme dangereux sur le plan local, sans être pour cela classés parmi les principaux révolutionnaires, d'où leur absence sur cet état.* »⁴ Ainsi pour Andrillo François, cultivateur à Estagel, le commissaire précise au préfet que « *c'est celui qui cria "A bas l'armée !" le jour du conseil de révision, à Latour-de-France. Celui-ci n'a pas été signalé au ministre.* » L'origine de ces listes vient du contrôle des étrangers soupçonnés d'espionnage, contrôle créé en 1886. À partir des instructions ministérielles, les antimilitaristes qui pourraient troubler l'ordre et entraver la mobilisation sont inscrits au fameux Carnet B.

Entre 1894 et 1904, il y a peu d'informations sur les activités des militants. En octobre 1904, une conférence attire l'attention de la police, c'est celle de Louise Michel et de l'anarchiste Ernest Girault⁵, au théâtre municipal de Perpignan, devant 700 personnes. Louise Michel s'élève « *contre les armées, maudit la guerre, engage les soldats à ne jamais tirer sur leurs camarades. Elle cite pour exemple un officier qui fit lever la crosse en l'air à ses soldats et qui, condamné à la peine capitale, au moment de l'exécution s'était écrié : "Je préfère mourir seul que d'avoir fait périr plusieurs de mes semblables".* » Il n'y a pas de contradicteur, de même qu'à la conférence que fait, un mois plus tard, Sébastien Faure⁶ sur la « *Guerre et la Paix* ». Il « *a préconisé le désarmement général, disant que la France pays de liberté et d'affranchissement devrait donner l'exemple* »⁷. Ces deux conférences précèdent de quelques mois l'apparition des premières affiches de l'Association Internationale Antimilitariste.⁸ En septembre, d'autres affiches antimilitaristes sont apposées à Perpignan, sur le magasin du coiffeur M. Oriol, une chez M. Vassail⁹, marchand de journaux, et une à la Bourse du Travail. La naissance de l'AIA est récente. En 1902, la Ligue Antimilitariste est fondée, entre autres, par H. Beylie, Libertad¹⁰, Janvion et Yvetot¹¹. Elle participe au congrès antimilitariste d'Amsterdam, en juin 1904. Miguel Almercyda¹² y représente les anarchistes français. L'Association Internationale Antimilitariste est créée à l'issue du congrès. Le syndicalisme anarchiste y joue un rôle essentiel. L'AIA est touchée par la répression à la suite d'une affiche aux conscrits, en décembre 1905. Il y a 28 inculpés et 26 condamnés. L'association, décapitée, périclité. Elle se reconstitue en mars 1908, avec G. Durupt, un

³ Archives Départementales des Pyrénées-Orientales 1 M 784 : rapport de la police générale de la ville de Perpignan au Préfet, le 5 mars 1914.

⁴ BECKER, Jean-Jacques, *Le Carnet B*, op. cit., p. 167.

⁵ Il s'agit sûrement d'Émile Girault, publiciste et anarchiste.

⁶ Faure Auguste Louis dit Sébastien, né le 6 janvier 1858 à St Etienne, mort le 14 juillet 1942 à Royan (Charente-Inférieure). Agent d'assurances et à partir de 1888, militant anarchiste, il vit essentiellement de ses conférences. Vulgarisateur de l'anarchisme, c'est un orateur-né. Tout est prévu dans les tournées qu'il organise (affiches, tracts, choix et plan de la salle.). Il traite de sujets « grand public », sujets qui donnent lieu à la publication des brochures. Maïtron, Jean, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, troisième partie 1871-1914, quatrième partie 1914-1939, Paris, Éditions ouvrières, 1973.

⁷ Archives Départementales des Pyrénées-Orientales 4 M 154 : rapport du commissaire spécial de Perpignan au préfet, le 10 novembre 1904.

⁸ Archives Départementales des Pyrénées-Orientales 4 M 154 : Note du commissaire spécial de Perpignan au préfet, le 8 mai 1905.

⁹ Il agit du militant anarchiste Vassail Michel, né à Vinça le 3 octobre 1865, ex-typographe, marchand de journaux et secrétaire de la section antimilitariste de Perpignan en 1905.

¹⁰ Libertad : de son vrai nom, Albert, né en 1875 à Bordeaux. Gravement infirme. Il fonda en 1902 les « causeries populaires » et en 1905 le journal *L'Anarchie*, organe des « illégalistes ».

¹¹ Yvetot Georges : anarchiste, typographe de métier et successeur de Pelloutier au secrétariat de la Fédération des Bourses de 1901 à 1918. Il fut l'organisateur de l'action antimilitariste, en particulier du « Sou du Soldat ».

¹² Eugène Vigo dit Miguel Almercyda. Lire : BALENT, André, *La Cerdagne du XVII^e au XIX^e siècle : la famille Vigo*, Perpignan, El Trabucaire, 2003, 334 p.

anarchiste comme secrétaire. L'action antimilitariste est alors menée par chaque parti ou syndicat suivant les conceptions qui lui sont propres¹³.

De 1906 à 1909, l'antimilitarisme devient « total », selon l'expression de Jacques Julliard¹⁴. A Perpignan, les événements de 1907 ont mobilisé l'opinion, mais paradoxalement, le militantisme de l'AIA semble faiblir, alors que Paul Ader, secrétaire de la Fédération des Travailleurs Agricoles du Midi y voit un début de mouvement révolutionnaire, antipatriotique et même antimilitariste. Le 21 juin, la CGT édite une affiche, « *Gouvernement d'assassins* ». Cette affiche imprimée n'est signalée dans le département qu'en octobre à Villemolaque. Les autorités considèrent cependant qu'il n'y a pas de militantisme antimilitariste. La Bourse du Travail est estimée comme non inquiétante car « *elle n'a jamais fait et ne fait pas de propagande antimilitariste ni révolutionnaire* »¹⁵. André Balent en explique très bien les raisons : « *Els petits sindicats dels oficis semi-artesanals perpinyanencs tenien una influència determinant a la Borsa gracies a un sistema de representació que donava el mateix pes a qualsevol sindicat sense tenir en compte el nombre d'adherents.* »¹⁶ Dans ce système, les militants les plus nombreux et les plus révolutionnaires, ceux du syndicat des travailleurs de la terre, n'ont aucun poids dans les décisions et la Bourse du Travail, réformiste, n'inquiète pas la police. Aucun militantisme, non plus, dans le reste du département. La section AIA de Perpignan et celle d'Estagel sont dissoutes depuis mars 1906 et il n'y a pas de groupe anarchiste vraiment organisé dans l'arrondissement de Perpignan : « *Contrairement aux années précédentes, cette secte se sentant surveillée ou tout autre chose, n'a pas, à l'occasion du départ des classes 1905 et 1906, distribué de bulletins, brochures ni affiché de placards antimilitaristes dans l'arrondissement de Perpignan.* »¹⁷ Ce rapport apporte des précisions sur les militants considérés comme dangereux, sur le plan politique (Escudier Boniface, devenu maire socialiste de Canohès « *a été rayé de la liste des anarchistes, mais c'est un antimilitariste militant.* »), ou sur le plan du caractère (Dager Honoré d'Estagel est qualifié d'anarchiste convaincu et brutal à tel point que « *sa femme et ses enfants l'ont quitté* » ou encore Phalippou de Perpignan, brutal, paresseux et noceur qui « *a abandonné sa femme et son fils* ».) La famille sert de référence pour établir une norme que l'anarchiste ne peut qu'enfreindre, surtout quand il est considéré comme un meneur, c'est le cas de Michel Vassail, anarchiste « *paresseux, noceur, ne vivant que d'expédients ; il n'est d'aucun secours à la famille* ».

L'antimilitarisme renaît en 1909, au grand étonnement des policiers qui n'ont jamais cessé de surveiller les militants. Le 17 mars 1909, il n'y a que 18 antimilitaristes militants et pas de groupes organisés. Le 25 juin¹⁸, la situation s'est profondément modifiée, à la suite d'une conférence publique sur « *l'idée de patrie* », donnée par Gustave Hervé, à Perpignan, le 21 mars 1909. C'est sur la demande d'Escudier et du syndicat agricole ouvrier de cette commune que le directeur de *La Guerre sociale* est venu. Les conférences qui ont servi à réactiver le mouvement, vont devenir le moyen d'éducation et de propagande de l'AIA sur le

¹³ MAITRON, Jean, *Histoire du Mouvement anarchiste en France (1880-1914)*, Paris, Société Universitaire, 1955, 555 p., réédition Paris, Gallimard, 1992.

¹⁴ JULLIARD, Jacques, « La CGT devant le problème de la guerre (1900-1914) », in *Mouvement social*, n° 49, oct-déc. 1964.

¹⁵ Archives Départementales des Pyrénées-Orientales 2 J 37 : télégramme du préfet au ministère de l'Intérieur, le 5 novembre 1907.

¹⁶ BALENT, Andreu, *Història de les organitzacions obreres a Catalunya nord (1851-1914)*, Centre pluridisciplinari d'estudis catalans, Centre universitari Perpinyà, 1977, p. 182.

¹⁷ Archives Départementales des Pyrénées-Orientales 1 M 588 : rapport du commissariat spécial de Perpignan au préfet, le 15 octobre 1907.

¹⁸ Archives Départementales des Pyrénées-Orientales 1 M 782 : rapport du commissaire central au préfet, le 25 juin 1909.

département, avec la venue du rédacteur de *La Guerre Sociale* et de *L'Anarchie*¹⁹, M. Lorulot²⁰. Ce dernier va animer onze conférences dans le département, du 15 au 24 juillet 1909, à la suite desquelles, un véritable réseau de sections antimilitaristes est organisé sur une partie du département.

Miquèl RUQUET

*

Militantisme de gauche en métropole pendant la guerre d'Algérie : Réflexions sur la méthode.

« Militants et engagements » : tel est l'un des premiers axes de réflexion et de recherche sélectionnés par l'équipe de l'IHTP qui travaille actuellement sur l'impact de la guerre d'Algérie en métropole. Ce travail collectif est mené par Sylvie Thénault, une jeune historienne chargée de recherches à l'Institut d'Histoire du Temps présent. Elle est notamment l'auteur de *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie* (La Découverte, 2001, 2004) et d'un article sur « La gauche et la décolonisation », dans *l'Histoire des gauches en France*, volume 2, La Découverte, pp.435-451. Grâce au réseau des correspondants départementaux, l'enquête s'oriente vers les aspects régionaux d'une question que l'historiographie n'avait pas privilégiée.

La notion de militantisme dans ses applications pendant la guerre d'Algérie.

Étymologiquement, le militant est un combattant. Engagé dans un groupe – parti, association, mouvement-, il assume la validité de son bagage culturel. Mais il faut tenir compte des configurations politiques régionales. Il n'y a pas de grille applicable à tous les cas, surtout quand se posent des problèmes aussi nouveaux que ceux de la décolonisation. Les alliances locales, les relations entre élus des divers partis de gauche, peuvent infléchir les prises de position. De plus, à l'intérieur d'un même ensemble politique ou associatif, il peut aussi y avoir, dans ces années qui vont de 1954 à 1962, des divergences d'appréciation entre deux générations : celle qui est issue de la Résistance et qui en porte toujours les valeurs ne peut avoir une parfaite identité de vues avec celle, plus jeune, qui s'éveille à la politique en même temps que se fait la décolonisation. Le patriotisme, l'image de la France liée à un Empire, la notion ancienne d'une mission civilisatrice, sont difficilement compatibles avec l'adhésion immédiate à la cause des colonisés. Pendant la guerre d'Algérie, les gauches ont été divisées partout sur ce problème. Le parti radical, puissant en Languedoc, a éclaté à l'automne de 1956. Des dissidences ont déchiré la SFIO en raison des responsabilités gouvernementales assumées par Guy Mollet. En 1958, le PSA, puis le PSU, ont adopté sur la question algérienne des attitudes totalement différentes. Le parti communiste, déjà traversé par des débats internes, a été mis à l'écart, surtout à partir des événements de Hongrie en 1956. Selon les

¹⁹ *L'Anarchie* est fondé par Libertad en 1905 et disparaît en juillet 1914 : on y attaque surtout le conformisme du résigné qui vote, va à la caserne, se marie et travaille et on y exalta le hors la loi, l'en-dehors qui se dresse contre la société qui l'étreint et le diminue. MAITRON, Jean, *Histoire du Mouvement anarchiste en France*, op. cit.

²⁰ Lorulot André, pseudonyme de Roulot André, Georges, né le 23 octobre 1885 à Paris, mort le 11 mars 1963 à Herblay (Seine et Oise). Propagandiste anarchiste individualiste avant 1914. Il fonde, avec Libertad, *L'Anarchie* le 13 avril 1905. Il dirige *L'Anarchie* de septembre 1909 à juillet 1911. Anarchiste individualiste, il méprise les syndicats, simples boîtes à cotisations, et il est hostile aux écoles laïques, pépinières de soldats fusilleurs d'ouvriers, les instituteurs étant les flics intellectuels des capitalistes. MAITRON, Jean, *Dictionnaire biographique op. cit.*

régions, selon les dirigeants et élus locaux, les polémiques autour de la décolonisation ont été à chaque étape plus ou moins ardentes.

La question algérienne est une dure épreuve. Tout révèle que les outils idéologiques traditionnels des uns et des autres sont mal adaptés à son interprétation. Ainsi les communistes, dont les principaux combats de l'après-guerre ont été inspirés par l'anti-colonialisme et qui sont entraînés à juger en termes de rapports de classes, sont à priori amenés à considérer les colonisés comme des opprimés. Ils portent une idéologie révolutionnaire internationaliste. Ils ne rompent pas cependant, dans les premières années de la guerre d'Algérie, avec le cadre politique national même s'ils militent fermement contre l'envoi du contingent en Algérie. Quand le gouvernement Edgar Faure introduit dans le droit français en avril 1955 une loi sur l'état d'urgence, intermédiaire entre temps de paix et temps de guerre, sans préciser évidemment qu'il s'agit de l'Algérie, les communistes protestent : non pour soutenir les revendications algériennes, sur lesquelles ils n'argumentent pas, mais pour dénoncer son application possible en France contre des grévistes. En mars 1956, ils votent les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement Guy Mollet. Ils partagent encore l'analyse socialiste qui soutient que la France a des devoirs vis-à-vis d'une Algérie : livrée à elle-même, elle ne pourrait résister ni aux risques intérieurs de tyrannie ni aux risques extérieurs d'impérialismes étrangers. Les communistes redoutent en particulier une main-mise américaine et conservent un mauvais souvenir des options vichystes en Algérie pendant la seconde guerre mondiale. Il faut, pour comprendre les prises de position, considérer que le fait algérien n'est pas isolé et que d'autres graves problèmes se posent simultanément, ne serait-ce que parce qu'il s'inscrit dans le contexte de la guerre froide. Il faut penser aussi dans cette période à l'influence des fédérations de l'Afrique du nord, désireuses de défendre les intérêts des minorités d'origine européenne.

Quant aux socialistes, ils affirment la mission civilisatrice de la France. Ils pensent qu'au prix des réformes qu'ils proposent, leur politique s'inscrit dans la ligne de la défense des Droits de l'Homme. Le risque encouru, faute d'accord avec les colonisés, est de devoir recourir à la répression. Ils sont partagés sur les modalités du maintien de l'ordre.

Evolutions.

L'évolution du point de vue communiste est perceptible dès 1957. Ceci sans perdre de vue l'intérêt national ni cesser de le considérer comme prioritaire, mais en l'interprétant différemment : le député de l'Hérault Raoul Calas exprime dans *La Marseillaise* « après trois années de 'pacification' » sa conviction qu'il n'y aura pas d'issue victorieuse du conflit pour la France, qu'il n'entraîne que « misères, ruines, deuils et renouveau d'activité fasciste » et il use du terme de « peuple algérien », terme impliquant la reconnaissance d'une nation algérienne. Pourquoi cette importance accordée au vocabulaire ? L'absence du terme « Algériens » dans les textes peut être une négation d'une nation algérienne. Il est alors remplacé, du moins jusqu'à ce que les Tunisiens et les Marocains obtiennent leur indépendance, par celui de « Nord Africains ». Puis « Français musulmans d'Algérie » et « Français » - du moins en métropole, ces derniers se disant « Algériens » -. Viennent ensuite deux expressions : « Français de souche nord-africaine » et « Français de souche européenne ». Le terme de « Musulman » se répand peu à peu, surtout après 1958. Avec une connotation qui est à l'époque plus ethnique que religieuse. Ceci en raison de dispositions dont l'origine remonte à 1865 : dans le souci de respecter la culture locale, la France avait défini pour les habitants de l'Algérie un « statut personnel » garantissant les pratiques matrimoniales et successorales. Chacun pouvait y renoncer, mais ce fut rare. Donc, faute d'accepter le Code civil, les intéressés ne pouvaient être dits citoyens français de plein droit et de plein exercice, en particulier en matière de vote et d'éligibilité.

L'idée que le peuple algérien a qualité pour construire une démocratie progresse dans les dernières années 1950 : on le voit en 1957 à Montpellier aux Assises départementales du Mouvement de la Paix quand un intervenant réclame une négociation « non pas avec un quelconque Bao Daï, mais avec ceux contre qui on se bat, car tous les gens de bonne foi reconnaissent que le peuple algérien forme désormais un bloc » (intervention citée dans *La Marseillaise du Languedoc* du 24 juin 1957). En 1958, les communistes se battent très vite seuls, d'abord contre l'action des Comités de Salut public, puis pour la défense du modèle républicain institué en 1946. Le parti communiste est dès lors isolé.

Le repérage des modalités d'action est simple. Leur chronologie suit celle des événements d'Algérie et répond aussi à des décisions gouvernementales comme l'envoi du contingent en Algérie ou les consultations par référendum. Des questions communes s'imposent aux chercheurs ; elles amènent des réponses différentes selon les lieux, les traditions, les hommes. L'approche du contexte régional introduit plusieurs variables et il y a obligation pour l'historien d'aller à la source des actes, des textes, avant de les interpréter. Des incidents locaux peuvent alimenter le militantisme : ainsi le refus d'un appelé sétois qui en 1957 ne rejoint pas son corps. Il a le soutien de militants du Parti communiste, de la CGT, de la FEN, et, par son geste, déclenche des manifestations suivies d'arrestations et de comparutions devant le tribunal correctionnel. Au repérage des faits déclencheurs en Algérie et en métropole doit donc s'ajouter l'identification des acteurs et des événements locaux.

Les analyses sont aussi à nuancer en fonction des rapports que les militants entretiennent entre eux et avec leurs élus. Dans cette période où il y a rarement unanimité, il y a par nécessité recherche de compromis.

Le militantisme de gauche face au militantisme d'extrême droite.

Face à l'engagement de la gauche, il y a, à l'opposé, celui des partisans les plus radicaux de l'« Algérie française ». Après la semaine des barricades en 1960, la création en 1961 de l'OAS qui s'efforce d'essaïmer en métropole, et le putsch des généraux en avril de la même année, le militantisme devient une lutte politique violente qui n'exclut pas l'usage des armes, même en métropole. Le SRPJ de Montpellier comptabilise 47 attentats de l'OAS dans l'Hérault en 1961 et 1962. Les cibles sont des personnes et des locaux, essentiellement liés au parti communiste mais aussi au PSU qui tente en août 1961 de fédérer les gauches. Il a peu de succès. Les manifestations, les tracts dénonçant les méthodes de l'OAS et ses liens avec les réseaux de l'extrême droite, viennent de toutes les composantes de la gauche mais sans cohésion. Il y a, cependant, matière à repérer des continuités dans ces affrontements et, une fois acquis le principe de l'indépendance de l'Algérie, une possibilité de redéfinir les valeurs des gauches dans leur permanence : ce qui est la condition d'un véritable militantisme.

Hélène CHAUBIN.

*

**Anciens combattants et mouvement ouvrier
Une proximité à découvrir...**

S'il reste en France un mouvement associatif relativement méconnu, c'est bien celui des anciens combattants. Ce tissu associatif qui émerge à la fin de la première guerre mondiale

est pourtant un mouvement de masse, qui a compté jusqu'à plusieurs millions de membres et joué un rôle politique de premier plan durant l'entre-deux-guerres et les années 1940. On ne peut que constater que cette histoire n'a pas mobilisé, outre mesure, les historiens, à l'exception de l'ouvrage fondateur d'Antoine Prost²¹. Le prisme qui a, par contre, été largement mobilisé a surtout été celui de la légion des combattants, mouvement hybride de représentation des anciens combattants et vecteur politique du régime de Vichy.

Cette carence de la recherche historique est forcément dommageable quand on aborde l'histoire du mouvement ouvrier. En effet, ces organisations associatives ont été, dès leurs créations, fortement implantées à l'échelle communale, et structurées autour de logiques qui n'étaient pas sans rapport avec la politique. Dès le retour des premiers invalides du front, plusieurs mobilisations ont émergé, générant un mouvement ancien combattant très clivé entre ses différentes catégories de ressortissants (invalides, anciens combattants, veuves de guerre, etc...) et entre proximités politiques. La gauche était fortement présente dans des organisations qui ont fait appel à des dirigeants issus de la conscription et des classes moyennes. Il n'est donc pas étonnant d'y voir ses militants y jouer un rôle de premier plan, qu'il s'agisse de l'Union fédérale, le mouvement le plus important en effectif ou d'organisations telles que la FOPAC, la FNCR, l'ARAC, l'ANCAC, etc... qui, dès le début, se sont structurées autour d'affinités idéologiques. La légitimité sociale de ces mobilisations de masse explique que très tôt les partis politiques se soient mobilisées au sein de ces organisations qui, localement, avaient des assises importantes. De fait, l'engagement ancien combattant a pu générer une reconnaissance sociale forte, voire la notabilité. Cette situation est notamment liée aux modes de construction d'un ministère, celui des Pensions, qui, dès 1919, a instauré un modèle de co-gestion (Etat / associations) qui a amené nombre de responsables associatif à assumer la gestion de différents dispositifs d'action publique (Ecoles de rééducation, maisons de retraite, tribunaux des pensions, conseils départementaux des offices, ...). L'analyse des trajectoires des militants de gauche de l'entre-deux-guerres montre, de fait, que certains cadres politiques ont structuré une grande partie de leur légitimité autour de ce statut d'ancien combattant et des ressources sociales et institutionnelles qu'il a généré.

Ce constat ne disparaît pas avec la marginalisation progressive de la génération des « poilus » après la seconde guerre mondiale. Cette dernière génère en effet un nouveau réseau associatif, distinct des organisations précédentes, autour des anciens de la seconde guerre mondiale, notamment quand il s'est agit de catégories nouvelles de ressortissants du ministère des anciens combattants (résistants, déportés, prisonniers de guerre, anciens du STO...). Le poids des résistants dans le système politique de la quatrième république donnera à ces associations un importance de premier plan jusqu'aux années 1970. La gauche sera ici aussi bien représentée, notamment avec un parti communiste qui sera très présent sur ce front (FNDIRP, ANACR, anciens du STO...). La guerre d'Algérie va conforter cette implantation de la gauche au sein du mouvement ancien combattant, la FNACA, la principale organisation de cette « génération du feu », s'étant développée sous l'influence de militants PC à une époque où le pouvoir gaulliste se refusait à reconnaître le statut de « guerre » aux « évènements d'Algérie ».

Alors que « l'ancien combattant » aurait tendance à renvoyer à une image « droitrière », « militariste », cette vision ne résiste pas aux faits. Nombre de ces organisations ont fait une place de choix aux militants de gauche, d'où l'intérêt d'accorder à ces organisations une place

²¹ Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française*, Paris, Presses de la fondation nationale de science politique, 3 vol., 1977.

certaine dans l'histoire de la gauche française. L'étude des archives de ces associations, du ministère des anciens combattants et surtout de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre doit permettre de donner un panorama plus large de l'implantation des mouvements et militants de gauche dans la société. Cette dynamique de recherche est d'ailleurs aujourd'hui encouragée par le ministère qui a créé une commission historique à cette fin.

Olivier DEDIEU

*

ARCHIVES

Dépôt des archives d'un ancien secrétaire général de la ville de Nîmes

En 2004, les archives communales de Nîmes ont classé les archives déposées par M. Claude Chaminas, secrétaire général adjoint en 1969, puis secrétaire général de 1978 à 1983, sous la municipalité d'Emile Jourdan, maire de Nîmes de 1965 à 1983. Les dossiers déposés couvrent cette période.

La première partie comprend notamment des notes, rapports sur l'organisation et le fonctionnement des services municipaux. D'autres documents relatifs au personnel communal, aux élections et au conseil municipal viennent compléter ou remplacer ceux disparus lors des inondations qui touchèrent Nîmes en 1988 et sinistrèrent une grande partie des archives municipales.

La deuxième partie est constituée de dossiers politiques, qui ont trait au parti communiste. Des communiqués de presse, rapports de conférences de sections, fédérales, journaux de cellule en constituent l'essentiel.

Des archives liées aux syndicats, principalement la C.G.T., forment la dernière partie. Des journaux, tracts, procès-verbaux de réunions, articles de presse en sont les principaux éléments.

Tous ces documents, comme l'a souhaité Claude Chaminas, sont librement consultables.

Patrick VAZEILLES

*
